



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 10 mai 2019	WFP/EB.A/2019/8-A/6
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays — Libéria (2019-2023)

Durée	1 ^{er} juillet 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	50 169 116 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Le Libéria est un pays à faible revenu qui compte parmi les pays les moins avancés et dont 51 pour cent de la population, estimée à 4,5 millions d'habitants, vit dans la pauvreté¹. Bien que les conditions de l'agriculture soient très favorables, plus de 90 pour cent du secteur est axé sur la subsistance, et le pays est tributaire des importations pour couvrir plus de 60 pour cent de ses besoins alimentaires essentiels². En outre, le pays doit faire face à des risques liés au climat (inondations, érosion du littoral) qui peuvent influencer sur sa sécurité alimentaire.

Sur le plan politique, pour la première fois depuis 70 ans, un transfert de pouvoir démocratique a eu lieu avec l'arrivée de George Weah à la présidence en janvier 2018. La Mission des Nations Unies au Libéria a quitté le pays en mars 2018, après être restée près de 15 ans.

¹ Programme des Nations Unies pour le développement. 2017. *Indice de développement humain 2017*. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant, calculé à parité du pouvoir d'achat, a augmenté, passant de 308,50 dollars en 2004 à 796,50 dollars en 2012, puis à 878 dollars en 2013 (indice de transformation de la Fondation Bertelsmann, 2016). En 2017, le revenu national brut par habitant s'élevait à 577 dollars pour les femmes et à 755 dollars pour les hommes (131 pour cent).

² Enquête approfondie sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 2018.

Coordonnateurs responsables:

M. C. Nikoi
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: chris.nikoi@wfp.org

M. B. Djossa
Directeur de pays
courriel: bienvenu.djossa@wfp.org

Le présent plan stratégique de pays décrit l'action que le PAM mènera au Libéria de 2019 à 2023 à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour venir à bout de la faim (objectif de développement durable 2) et réaliser tous les objectifs de développement durable au moyen d'un partenariat mondial (objectif de développement durable 17). Dans le cadre de ce plan stratégique de pays, le PAM entend passer de l'assistance humanitaire à des interventions d'amélioration de la résilience en mettant l'accent sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale et sur l'augmentation des moyens nécessaires au Gouvernement et aux communautés pour prendre en main les opérations et pérenniser les résultats.

Le renforcement des partenariats avec les homologues nationaux, les partenaires de développement, les institutions régionales et infrarégionales, les organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes clés demeure la pierre angulaire de l'action du PAM au Libéria. La réorientation stratégique a été guidée par l'examen stratégique national Faim zéro de 2017, les nombreuses consultations multipartites et gouvernementales et les enseignements tirés des activités précédentes du PAM.

Le bureau de pays continuera de renforcer l'intégration de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble de ses travaux et activités, en veillant à ce que les besoins respectifs des femmes, des hommes, des filles et des garçons en matière de sécurité alimentaire et de nutrition soient abordés de façon à faire évoluer les relations entre les sexes. La responsabilité à l'égard des populations touchées, l'analyse des questions de protection et la prise en compte des conflits et des considérations environnementales demeurent des sujets transversaux essentiels. Des approches à dimension nutritionnelle seront mises en évidence dans toutes les activités nutritionnelles intégrées menées par le PAM.

Conformément aux priorités du Gouvernement, telles qu'énoncées dans le programme favorable aux pauvres pour la prospérité et le développement de 2018, à d'autres politiques sectorielles et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Libéria pour 2013-2017 (prolongé jusqu'en décembre 2019), le plan stratégique de pays est conçu autour de trois effets directs stratégiques interdépendants destinés à contribuer à la réalisation des résultats stratégiques 1 et 5 du PAM:

- *Effet direct stratégique 1:* D'ici à 2030, les populations en situation d'insécurité alimentaire, y compris les enfants d'âge scolaire vivant dans les zones ciblées, ont accès à une alimentation suffisante et nutritive, notamment à des produits alimentaires locaux.
- *Effet direct stratégique 2:* Les populations touchées par une crise vivant dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2030, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités accrues pour concevoir et gérer des systèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, de protection sociale, de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et de gestion des risques de catastrophe.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Libéria (2019-2023) (WFP/EB.A/2019/8-A/6), pour un coût total pour le PAM de 50 169 116 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant estimé de 6 943 dollars³ et un score de 35,3 selon l'indice de la faim dans le monde de 2017, le Libéria est un pays à faible revenu et à déficit vivrier qui compte parmi les pays les moins avancés. Sa population de 4,5 millions d'habitants environ comprend presque autant d'hommes que de femmes, le ratio hommes-femmes étant de 0,99. La pauvreté généralisée touche 50,9 pour cent de la population⁴, et explique en partie pourquoi le Libéria se classe au 181^{ème} rang sur 189 pays d'après l'indice de développement humain de 2018.
2. Le chômage demeure très répandu, entre 80 pour cent et 85 pour cent (hommes: 77 pour cent; femmes: 94,1 pour cent)⁵. Le taux élevé de chômage des jeunes continue d'être particulièrement préoccupant. Plus de 68 pour cent des Libériens ayant un emploi travaillent dans le secteur informel, sans salaires réguliers ni droits à prestations, et les disparités entre les sexes sont très marquées (hommes: 69 pour cent; femmes: 90,9 pour cent).
3. La majorité des Libériens, surtout les femmes, vivent d'activités liées à l'agriculture. Les femmes représentent 80 pour cent de la main-d'œuvre agricole. Plus de 76 pour cent des ménages ruraux ont un régime alimentaire peu diversifié⁶, ce qui indique que les mesures visant à améliorer l'accès à la nourriture devraient être axées sur la promotion de l'intégration dans leur alimentation de légumes, de fruits, de légumes secs et d'aliments d'origine animale.
4. Les conflits civils qui se sont déroulés entre 1989 et 2003 ont fait plus de 250 000 morts et provoqué le déplacement forcé d'un tiers de la population, ce qui a nui à l'économie et au développement général du pays. Le redressement et le développement du Libéria après ces conflits ont été perturbés par l'épidémie de la maladie à virus Ebola de 2014/2015, qui a fait presque 4 000 morts – le bilan le plus lourd d'Ebola en Afrique de l'Ouest.
5. Les difficultés sont légion dans le secteur de l'éducation. Malgré certains progrès en matière d'accès et de parité des sexes dans l'enseignement primaire, le maintien des enfants à l'école continue de poser problème, et on observe des disparités entre les régions⁷. Le Libéria compte 912 000 enfants scolarisés dans l'enseignement primaire et secondaire, parmi lesquels 74 pour cent sont dans le primaire, un grand nombre d'entre eux étant plus âgés que la normale. Seulement 60 pour cent des élèves qui commencent le cycle primaire le finissent (filles: 54,1 pour cent; garçons: 63,2 pour cent). Le taux net de scolarisation dans les écoles primaires est de 37,7 pour cent (filles: 36,4 pour cent; garçons: 39 pour cent)⁸. Le taux d'alphabétisation au Libéria, soit 47,6 pour cent, classe le pays au 156^{ème} rang dans le monde: 32,8 pour cent des femmes savent lire contre 62,4 pour cent des hommes. Cette différence se retrouve également chez les jeunes, parmi lesquels 44 pour cent des femmes savent lire contre 64,7 pour cent des hommes.

³ Banque centrale du Libéria. 2017. *Annual Report 2017*. Voir: www.cbl.org.lr/doc/annualreport_2017.pdf.

⁴ D'après l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages au Libéria menée par la Banque mondiale pour 2016, la différence entre les hommes et les femmes s'élève à 24,1 points de pourcentage (69 pour cent contre 90,9 pour cent). Voir: <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/2986>.

⁵ *Ibid.*

⁶ Enquête approfondie sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 2018.

⁷ Ministère de l'éducation du Libéria, Système intégré de gestion sur l'éducation, 2015. Sur les 912 000 élèves, 441 000 sont des filles et 471 000 des garçons.

⁸ *Ibid.*

6. Le système de santé du Libéria compte parmi les plus pauvres au monde, ce qui contribue aux taux élevés de malnutrition, de maladies infectieuses et de mortalité. L'accès aux services de santé sexuelle et reproductive est particulièrement difficile⁹. Environ 43 000 personnes de 15 ans et plus vivent avec le VIH, parmi lesquelles 53 pour cent sont des femmes¹⁰.
7. Malgré les nets progrès accomplis ces dernières années, comme en attestent l'élection pacifique de 2017 et le retrait de la Mission des Nations Unies au Libéria, le pays est toujours considéré comme fragile, et court un risque élevé de replonger dans la crise si on ne s'applique pas à préserver la paix et la stabilité socioéconomique actuelles. Les difficultés persistantes sont notamment l'héritage de près de 20 ans de guerre civile, un manque d'inclusion (seulement 12,3 pour cent des représentants de la chambre basse sont des femmes) et une forte dépendance à l'égard des produits primaires dont les prix sont très instables. En outre, la région du fleuve Mano est exposée à de nombreux risques exogènes liés au climat, aux conflits et aux catastrophes. Le Libéria est particulièrement vulnérable face aux inondations, aux tempêtes, aux incendies, à l'érosion marine, aux glissements de terrain et à la dégradation de l'environnement, et pâtit d'une mauvaise gestion des ressources naturelles.
8. Ces facteurs continuent de freiner les efforts déployés par le Libéria pour devenir moins fragile¹¹, et mettent à mal la stabilité et la paix.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

9. Malgré les efforts déployés depuis la fin du conflit civil, nombreux sont ceux – surtout des femmes, des filles et des personnes vivant avec le VIH ou un handicap – qui continuent de devoir faire face à l'insécurité alimentaire, à l'émaciation, au retard de croissance et aux carences en micronutriments.
10. *Accès à la nourriture.* Ces dernières années, les progrès vers la réalisation de la cible 1 de l'objectif de développement durable (ODD) 2 ont été limités: le score selon l'indice de la faim dans le monde de 2017 est de 35,3 et la prévalence nationale de l'insécurité alimentaire s'élève à 18 pour cent (875 430 personnes environ)¹². On observe d'importantes disparités régionales, l'insécurité alimentaire étant plus forte dans les comtés du Sud-Ouest (32 pour cent) et du Nord-Est (30 pour cent), en particulier dans les zones rurales¹³. Au Libéria, 20 pour cent des ménages n'ont pas accès à une alimentation suffisante¹⁴. Les facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire sont les suivants: une faible productivité agricole, la production d'aliments de base ne permettant ni d'assurer la subsistance ni de fournir des volumes commercialisables de manière durable; les longues distances sur lesquelles le riz et les condiments importés à des fins commerciales doivent être transportés depuis leur port d'entrée; le mauvais état des routes; ainsi que des facteurs environnementaux et saisonniers. Tous ces facteurs sont aggravés par la dépréciation du dollar libérien (par rapport au dollar des États-Unis), les inégalités socioculturelles

⁹ Selon l'enquête démographique et de santé de 2013, les taux de mortalité maternelle et infantile demeurent élevés: respectivement 994 morts pour 100 000 naissances vivantes et 94 morts pour 1 000 naissances vivantes, d'après les estimations. Voir: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr291/fr291.pdf>.

¹⁰ *UNAIDS Data 2017*. Voir: www.aidsdatahub.org/unaid-data-2017-unaid-2017-0.

¹¹ *Liberia Common Country Assessment 2018*. Voir: <http://lr.one.un.org/content/unct/liberia/en/home/publications.html>.

¹² Enquête approfondie sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, 2018. Les constatations semblent également indiquer que les ménages dirigés par une femme (19 pour cent) étaient légèrement plus exposés à l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par un homme (17 pour cent).

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Données sur l'accès à la nourriture par type de ménage (sexe du chef de ménage, taille du ménage, etc.) non disponibles.

persistantes ainsi qu'une hausse des prix des produits de base et une baisse consécutive du pouvoir d'achat des ménages¹⁵.

11. *Fin de la malnutrition.* Bien que la malnutrition aiguë globale ait légèrement diminué, passant de 6,0 pour cent à 4,8 pour cent¹⁶, le retard de croissance (35,5 pour cent) et l'insuffisance pondérale (15 pour cent) chez les enfants de moins de 5 ans dépassent les seuils acceptables définis par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), soit 20 pour cent et 10 pour cent respectivement. Les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants demeurent insuffisantes, 51 pour cent des nourrissons de 0 à 5 mois étant nourris exclusivement au sein, un seuil inférieur à celui fixé par l'OMS, qui est de 60 pour cent¹⁷. Seulement 11 pour cent des enfants de 6 à 23 mois bénéficient d'un apport alimentaire minimal acceptable, un indicateur essentiel relatif à l'alimentation complémentaire. Concernant le seuil minimal de diversité du régime alimentaire, 23 pour cent des enfants consomment chaque jour des aliments appartenant à quatre des sept groupes d'aliments, conformément aux recommandations de l'OMS. Les carences en micronutriments, telles que l'anémie, sont très répandues chez les enfants de 6 à 35 mois (59 pour cent)¹⁸ et parmi les femmes en âge de procréer¹⁹. Les carences en vitamine A touchent 13,2 pour cent des enfants de 6 à 35 mois et 2,2 pour cent des femmes de 15 à 49 ans²⁰. La prévalence du surpoids et de l'obésité augmente, l'obésité devenant un problème plus grave que le surpoids pour les femmes²¹.
12. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Bien que le Libéria bénéficie de conditions propices à l'agriculture, son secteur agricole se caractérise par une faible productivité²². La plupart de ses besoins alimentaires (60 pour cent) sont couverts au moyen d'importations, le riz importé étant subventionné par le Gouvernement (alors que la production nationale ne l'est pas). En 2015, l'agriculture et la pêche ont contribué à hauteur de 24 pour cent au PIB, principalement grâce aux exportations de caoutchouc, d'huile de palme, de cacao, de canne à sucre et de café²³. Le secteur de la pêche représentait à lui seul 3 pour cent du PIB²⁴. Malgré une superficie de 182 000 hectares de terres susceptibles de servir de pâturages, le secteur de l'élevage est relativement peu exploité, et ne compte que pour 14 pour cent du PIB agricole²⁵. Les principales difficultés sont les suivantes: problèmes d'accès aux marchés en raison de l'insuffisance du réseau routier; possibilités limitées de diversification des cultures; inefficacité des chaînes de valeur alimentaires, notamment s'agissant du stockage, de la transformation et des canaux de commercialisation; fortes pertes après récolte; inégalité dans l'accès aux ressources productives et le contrôle de celles-ci, surtout pour les

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Données ventilées par sexe non disponibles.

¹⁷ Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2017. *Tracking Progress for Breastfeeding Policies and Programmes*. Voir: www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/global-bf-scorecard-2017.pdf.

¹⁸ Bien qu'il puisse exister des différences entre les filles et les garçons, les données ne sont pas disponibles. Il ressort néanmoins de l'enquête démographique et sanitaire menée au Libéria en 2013 que 5,6 pour cent des filles étaient émaciées, contre 6,4 pour cent des garçons. Voir: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr291/fr291.pdf>.

¹⁹ Trente-trois pour cent des femmes qui ne sont pas enceintes et 38 pour cent des femmes enceintes. Voir: <http://slideplayer.com/slide/9415772/>.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Examen stratégique national Faim zéro, 2017. En outre, d'après l'enquête démographique et sanitaire menée au Libéria en 2013, le taux d'obésité est de 9 pour cent pour les hommes comme pour les femmes, mais 26 pour cent des femmes de 15 à 49 ans sont obèses. Voir: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr291/fr291.pdf>.

²² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2014. *Rapport spécial: Évaluation conjointe FAO/PAM des récoltes et de la sécurité alimentaire - Libéria*. Voir: www.fao.org/3/a-i4278f.pdf.

²³ Examen stratégique national Faim zéro, 2017.

²⁴ Ministère de l'agriculture du Libéria. 2014. *Fisheries and Aquaculture Policy and Strategy*. Voir: www.moa.gov.lr/doc/fisheries_policy_doc.pdf.

²⁵ FAO. 2012. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: 2012*. Voir: www.fao.org/publications/sofa/2012/fr/.

femmes; et manque de moyens des institutions. Résultat, les incitations à produire des excédents commercialisables sont limitées²⁶. Tous ces facteurs influent sur les moyens d'existence des petits producteurs, en particulier des femmes, lesquelles représentent plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche et jusqu'à 82 pour cent dans le secteur de l'emploi informel²⁷.

13. *Systèmes alimentaires durables*. Le Libéria possède d'abondantes ressources naturelles pour la production agricole, mais les systèmes d'exploitation sont inefficaces et non durables. L'agriculture est axée à plus de 90 pour cent sur la subsistance. Les difficultés sont diverses: manque de variétés d'espèces cultivées améliorées; insuffisance des techniques de gestion intégrée des ravageurs; absence de régime foncier en milieu rural; dégradation du stock de ressources naturelles; perte de biodiversité; inégalités structurelles; et effets du changement climatique²⁸.

Environnement macroéconomique

14. L'économie se redresse lentement après de multiples bouleversements, notamment l'épidémie d'Ebola de 2014/2015, mais demeure instable, l'inflation globale ayant atteint 24 pour cent en juin 2018, en partie du fait de la hausse mondiale des prix du pétrole. Après une croissance de 0,7 pour cent en 2014 et une croissance nulle en 2015, l'économie s'est contractée de 1,6 pour cent en 2016. Une modeste reprise des exportations d'or a soutenu une croissance qui s'est établie à 2,5 pour cent en 2017, et, sous réserve de la poursuite de l'augmentation des exportations d'or et de minerai de fer et de la production d'huile de palme et de la normalisation des investissements à la suite de la transition politique, on tablait sur une croissance de 3 pour cent en 2018. Néanmoins, on s'attend à ce que la croissance à moyen terme demeure inférieure aux niveaux que connaissait le pays avant Ebola, soit plus de 7 pour cent²⁹. On n'observe aucun effet visible sur la vie quotidienne de la population, laquelle est considérée comme pauvre à 50,9 pour cent.
15. En octobre 2018, le dollar libérien s'était déprécié de 56 pour cent par rapport à 2013. La dette publique extérieure a augmenté, passant de 23 pour cent du PIB en 2015 à 28 pour cent en 2016, puis à 36,7 pour cent en 2017³⁰. Le risque de surendettement est modéré, mais proche du niveau "élevé", d'après une analyse de la viabilité de la dette menée en 2018 par le Fonds monétaire international. De nouvelles diminutions de la valeur des exportations pourraient exposer le pays à un risque élevé de surendettement³¹.

Principaux liens intersectoriels

16. Bien que des progrès aient été accomplis, le Libéria doit encore s'améliorer considérablement pour atteindre les ODD. L'élimination de la faim (ODD 2) est étroitement liée à de nombreux autres ODD, notamment ceux concernant la pauvreté (ODD 1), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'égalité des sexes (ODD 5), la dégradation de l'environnement (ODD 13, 14 et 15) et la paix (ODD 16).

²⁶ République du Libéria. 2010. *2010 Liberia Agriculture Sector Investment Program (LASIP) Report*. Voir: www.moa.gov.lr/doc/LASIPJune1st.pdf.

²⁷ Institut libérien de statistique et de services d'information géographique. Ministère du travail. 2011. *Report on the Liberia Labour Force Survey 2010*. Voir: www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/presentation/wcms_156366.pdf.

²⁸ Examen stratégique national Faim zéro, 2017.

²⁹ Groupe de la Banque africaine de développement. 2018. *Perspectives économiques au Libéria*. Voir: www.afdb.org/fr/countries/west-africa/liberia/liberia-economic-outlook/.

³⁰ Fonds monétaire international. 2018. *Staff Report for the 2018 Article IV Consultation – Debt Sustainability Analysis*. Voir: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2018/dsacr18172.pdf>.

³¹ Groupe de la Banque africaine de développement. 2018. *Perspectives économiques au Libéria*. Voir: <https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/liberia/>.

17. Les inégalités de genre continuent de contribuer au faible niveau de développement du Libéria. Le Libéria se classe au 154^{ème} rang sur 160 pays d'après l'indice d'inégalité de genre de 2018, en raison des taux élevés de mortalité maternelle, de mariage précoce des filles, de grossesses chez les adolescentes, de besoins non satisfaits en matière de planification familiale et de violences conjugales, auxquels s'ajoutent les faibles taux d'activité des femmes dans le secteur formel et de représentation des femmes dans les organes de décision, notamment au parlement national. Les inégalités systémiques persistantes entre les sexes sont amplifiées par la forte prévalence des violences fondées sur le genre, des pratiques traditionnelles nocives et des violations généralisées des droits des femmes et des adolescentes en matière de santé sexuelle et procréative³². Les femmes continuent de se heurter à des discriminations dans l'exercice des droits maritaux et de l'autorité parentale, en matière de succession et dans l'accès aux droits fonciers et aux services financiers. Le cadre juridique de lutte contre la violence à l'égard des femmes est inadapté³³.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

18. L'examen stratégique Faim zéro a mis en évidence les lacunes suivantes dans l'intervention nationale menée pour relever les défis qui se posent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, lesquels sont tous liés aux inégalités généralisées entre les sexes:
- *Faiblesse des capacités institutionnelles*: de nombreux Libériens expérimentés et hautement qualifiés ont quitté le pays pendant la guerre; cet "exode des cerveaux" a touché en particulier les institutions publiques ayant des responsabilités dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
 - *Insuffisance des capacités d'action du Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence*.
 - *Bas niveau des ressources du secteur public*: alors que la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique exige que les pays africains affectent au moins 10 pour cent de leur budget national à l'agriculture, le Libéria n'y a pas consacré plus de 3 pour cent ces trois dernières années.
 - *Manque cruel d'infrastructures*: le Libéria se classait au 122^{ème} rang sur 140 pays selon l'indice mondial de compétitivité 2015/2016 du Forum économique mondial et se trouvait dans le dernier quintile des pays africains s'agissant des infrastructures³⁴.
 - *Méconnaissance, au sein de la population, des bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, en particulier dans les communautés rurales*: il n'existe pas de stratégie de communication globale efficace et tenant compte de la problématique femmes-hommes, qui vise à sensibiliser de manière économiquement rationnelle les personnes en situation d'insécurité alimentaire les plus vulnérables au moyen de messages et d'informations adaptés et clairs.

³² Ministère de la condition féminine, de l'enfance et de la protection sociale du Libéria. 2009. *Liberia National Gender Policy 2009*. Voir: http://www.afranchildforum.org/clar/policy%20per%20country/liberia/liberia_gender_2009_en.pdf.

³³ Le viol est le crime le plus souvent signalé, mais les auteurs sont rarement condamnés. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2016. *Addressing Impunity for Rape in Liberia*. Voir: https://unmil.unmissions.org/sites/default/files/impunity_report_-_binding.pdf.

³⁴ Forum économique mondial. 2015. *The Global Competitiveness Report 2015-2016*. Voir: www3.weforum.org/docs/gcr/2015-2016/Global_Competitiveness_Report_2015-2016.pdf. L'indice des infrastructures mesure l'état général des infrastructures, la qualité des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires et des infrastructures de transport aérien, le nombre de sièges au kilomètre offert sur les lignes aériennes, la qualité de l'offre d'électricité, le nombre d'abonnements mobiles et le nombre de lignes téléphoniques fixes.

- *Manque de cohérence des politiques et inadéquation de la coordination multisectorielle:* il existe certes des politiques et des stratégies dans les domaines de l'agriculture et de la nutrition, mais elles ne sont généralement pas conformes ou suffisamment reliées à celles menées dans d'autres domaines qui influent aussi sur la sécurité alimentaire et la nutrition, comme la santé, l'eau et l'assainissement, et l'éducation.
- *Attention insuffisante portée à la production alimentaire et retard pris dans la modernisation de l'agriculture:* l'agriculture non destinée à l'alimentation (caoutchouc, huile de palme, cacao et café) attire plus d'investissements privés que l'agriculture destinée à l'alimentation. Actuellement, le secteur agricole du Libéria fait un usage limité de la technologie.
- *Climat peu propice à des investissements massifs du secteur privé:* le secteur privé du Libéria souffre d'inégalités horizontales, les pouvoirs et les privilèges étant exercés par des élites étrangères et nationales et la composante autochtone de la société disposant de peu de moyens. Les petites et les moyennes entreprises n'ont pas suffisamment accès au crédit, en particulier dans l'agriculture.
- *Mauvaise image de l'agriculture en tant que secteur créateur de richesses:* la plupart des Libériens, notamment les jeunes, voient le secteur uniquement sous l'angle de la subsistance, et de la pauvreté qui lui a été associée.
- *Fragmentation, manque de coordination, non-prise en compte de la problématique femmes-hommes et inadéquation des programmes de protection sociale.*

1.4 Priorités du pays

Priorités du Gouvernement

19. Le Libéria s'est attaqué à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition au moyen de plusieurs initiatives stratégiques: la stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition de 2008; l'initiative Unité d'action des Nations Unies; l'enquête détaillée sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition de 2018; une stratégie de réduction de la pauvreté de 2008³⁵; l'initiative Liberia Rising 2030 (Relèvement du Libéria à l'horizon 2030); la politique nationale en matière de problématique femmes-hommes de 2009; et le programme de transformation de 2012. Ces initiatives ont guidé l'élaboration de la stratégie et de la politique nationales en matière de protection sociale de 2013 et le programme favorable aux pauvres pour la prospérité et le développement (PAPD) de 2018.
20. Conformément au Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, le Gouvernement a aussi conçu des politiques, des stratégies et des cadres nationaux de réduction des risques climatiques et des risques de catastrophe, notamment le programme national d'adaptation du Libéria de 2008 et la contribution prévue déterminée au niveau national de 2015.
21. Le PADP, qui est appuyé par des partenaires de développement, s'articule autour de quatre grands piliers: le pouvoir au peuple; l'économie et l'emploi; la préservation de la paix; et la gouvernance et la transparence.
22. Lors de la définition de son objectif consistant à bâtir une économie viable et à créer des emplois, le Gouvernement a considéré l'agriculture comme un secteur fondamental. Plus précisément, dans le cadre du renforcement des systèmes de protection sociale (pilier 1 du PAPD), le Gouvernement a fait de l'alimentation scolaire un filet de protection sociale essentiel et un moteur majeur de croissance, le but annoncé étant de fournir des repas

³⁵ La stratégie de réduction de la pauvreté, qui a servi de programme de développement au Gouvernement précédent, a été remplacée par le PAPD.

- scolaires à plus de 300 000 écoliers. L'alimentation scolaire sera coordonnée par le Gouvernement et mise en œuvre par des partenaires, dont le PAM.
23. Compte tenu de son incidence sur l'éducation et l'agriculture, l'alimentation scolaire utilisant la production locale continue d'être considérée par le Gouvernement comme une priorité nationale, comme cela est mentionné dans l'examen stratégique Faim zéro. En juillet 2018, sous le patronage du Président, le Gouvernement et les Nations Unies ont co-organisé une conférence des parties prenantes nationales sur le sujet pour rechercher des partenaires (dont le PAM) et mettre en place des mécanismes d'élaboration d'outils et de suivi de la mise en œuvre du programme gouvernemental d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
 24. Conformément à l'initiative Liberia Rising 2030, au PAPD et à l'examen stratégique Faim zéro, les priorités du Gouvernement sont les suivantes: renforcement de l'accès aux marchés, priorité étant donnée aux investissements dans les infrastructures rurales et le développement des programmes de protection sociale; amélioration des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants; adoption d'approches multisectorielles de la nutrition; passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale mécanisée, au moyen de l'augmentation des investissements; augmentation des investissements privés dans les chaînes de valeur; développement des partenariats; et lutte contre les inégalités entre les sexes structurelles et socioculturelles, qui fragilisent le développement.
 25. En outre, le Gouvernement voit dans l'agriculture une occasion de créer des emplois: en faisant en sorte que les systèmes de production alimentaire soient résilients et durables grâce à la mise en place de liens effectifs entre les interventions relatives à l'ODD 2; en remédiant aux problèmes d'accès des femmes à la propriété des terres et à d'autres actifs et services productifs; en utilisant des technologies adaptées; en augmentant les capacités du Gouvernement en matière de préparation aux situations d'urgence; en développant les réserves communautaires de céréales; en créant des réserves alimentaires d'urgence et des stocks régulateurs; en favorisant l'adaptation au changement climatique; et en appliquant des lois et des règlements en faveur de la conservation de l'environnement.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

26. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) du Libéria pour 2013-2017 a été prolongé jusqu'en décembre 2019 de sorte qu'il concorde pleinement avec les quatre piliers du PAPD pour 2019-2023. Les priorités définies en matière de sécurité alimentaire relèvent du deuxième pilier (économie et emploi).
27. Pour assurer une planification efficace et mener des interventions en meilleure connaissance de cause à l'appui de la mise en œuvre du PAPD, le plan stratégique de pays (PSP) pour 2019-2023 est aligné sur les priorités du Gouvernement énoncées dans le PNUAD pour 2020-2024 à venir de façon à renforcer les synergies avec l'action des organismes apparentés des Nations Unies.
28. Conformément à l'initiative Unité d'action des Nations Unies, plusieurs programmes conjoints forment l'épine dorsale de nombreuses interventions des Nations Unies au Libéria. Les partenariats programmatiques conclus entre le PAM, la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) servent à promouvoir la sécurité alimentaire et à améliorer la situation nutritionnelle au Libéria. On citera ici le programme commun d'émancipation économique des femmes rurales et les initiatives du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, qui visent à renforcer la résilience et les moyens d'existence des petits exploitants agricoles.

29. Étant donné que le PAM possède un avantage comparatif en tant qu'organisme chef de file en matière de nutrition dans le pays, il se positionne en première ligne s'agissant de la mise en place de l'initiative Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH), un partenariat interorganisations des Nations Unies conclu avec la FAO, l'UNICEF, l'OMS et le Fonds international de développement agricole afin de renforcer les capacités nationales de gouvernance de la nutrition et de transposer à plus grande échelle les interventions visant à réduire la malnutrition.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

30. Le PAM fournit une assistance alimentaire au Libéria dans le cadre de ses activités d'urgence et de développement depuis 1968. En 2013, il a adopté un portefeuille d'aide au développement sur cinq ans, qui comprenait des filets de protection sociale, des filets de sécurité fondés sur des activités productives, des activités de renforcement des capacités et des mesures de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. Les évaluations et les examens consacrés dernièrement aux travaux menés dans le cadre de ce portefeuille ont permis d'attirer l'attention sur certains enseignements:
- Pour donner suite aux recommandations issues d'une évaluation décentralisée consacrée en 2017 à ses activités au Libéria, qui était financée par le Programme international McGovern-Dole d'alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants, le PAM a renforcé les synergies et la collaboration avec d'autres acteurs du développement de façon à appuyer le programme de repas scolaires, lequel est la pierre angulaire du programme de protection sociale du pays.
 - En 2016, le suivi des processus relatifs au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale a révélé que les exploitants et les organisations d'agriculteurs rencontraient des difficultés pour regrouper et fournir des produits alimentaires aux écoles. Pour atténuer ces difficultés, le bureau de pays a immédiatement appliqué une recommandation préconisant d'établir le profil de l'ensemble des exploitants et des organisations d'agriculteurs afin d'identifier ceux ayant les moyens de regrouper les produits et de les transporter jusqu'aux sites de distribution finale. Cette initiative a permis au PAM de cibler les activités de renforcement des capacités en fonction des besoins des agriculteurs à l'échelle locale.
 - En 2016, le Bureau de l'évaluation du PAM a mené une évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200550 (Assistance alimentaire au profit des réfugiés et des populations d'accueil vulnérables) et une évaluation de l'intervention de niveau 3 conduite par le PAM pour faire face à la crise liée à la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014-2015. En application des recommandations issues de ces évaluations, le présent PSP maintient l'assistance pour les réfugiés les plus vulnérables et prévoit un soutien destiné à renforcer la résilience des homologues nationaux à travers la mise en œuvre de systèmes de gestion des catastrophes dirigés par le Gouvernement, en mettant l'accent sur l'alerte rapide.
 - Entre février et juillet 2016, le Bureau de l'évaluation a mené une évaluation de la politique du PAM en matière de renforcement des capacités³⁶. Les évaluateurs cherchaient à guider la transition consistant à passer de la fourniture directe de secours d'urgence au renforcement des capacités dont les organismes gouvernementaux disposent pour planifier, financer et mettre en œuvre leurs propres plateformes de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. En conséquence, le Bureau

³⁶ WFP/EB.2/2009/4-B.

du PAM au Libéria a adopté une approche stratégique permettant l'abandon progressif de la fourniture d'une assistance directe au profit du renforcement des capacités des institutions gouvernementales, dans la perspective d'une prise en charge des activités par le Gouvernement.

- Une série de consultations menées avec les parties prenantes en 2017 lors de l'élaboration du PSP a permis au bureau de pays d'obtenir des retours d'information précieux de la part des partenaires au sujet de la réadaptation des activités en vue d'améliorer les résultats.

31. Plusieurs évaluations ont fait ressortir des questions relatives à l'égalité de genre dans le cadre des opérations menées par le bureau de pays. Ces enseignements semblent indiquer que les approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes, comme les transferts de type monétaire, qui sont déjà appliquées dans les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et les programmes d'aide aux petits exploitants et de soutien aux marchés au Libéria, offrent davantage de possibilités de lutter contre les inégalités sociales et structurelles:

- Les évaluateurs de l'IPSR appelaient le PAM à appliquer les enseignements pertinents tirés de la mise en œuvre de l'IPSR et de contribuer à combler les lacunes dans la prise en compte des disparités entre les sexes dans le programme de pays.
- Les évaluateurs de la riposte au virus Ebola recommandaient au PAM, conformément à sa politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020)³⁷, d'adapter ses directives sur la responsabilité à l'égard des bénéficiaires. Le PAM a donc fait en sorte que les normes minimales définies en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes soient appliquées dans toutes ses activités menées dans le cadre du PSP provisoire de transition et du PSP, notamment en ventilant les données selon le sexe et l'âge et en menant des analyses différenciées par sexe et par âge.
- L'évaluation décentralisée des activités du PAM au Libéria financée par le Programme McGovern-Dole a révélé que les disparités entre les sexes avaient bien été prises en compte dans la mise en œuvre des programmes, notamment à travers la ventilation des données selon le sexe. L'évaluation du programme d'alimentation scolaire a également permis de constater que les rations à emporter distribuées aux filles avaient été efficaces pour tendre vers la parité des sexes dans l'enseignement primaire en incitant les intéressées à être assidues à l'école. Le PAM s'est appuyé sur cet effet direct positif et a renforcé son ciblage selon le sexe dans les activités d'alimentation scolaire menées dans le cadre du plan stratégique de pays provisoire de transition de 2018.

2.2 Potentialités pour le PAM

32. Plusieurs possibilités d'action ont été répertoriées à partir des priorités nationales et de la feuille de route vers l'élimination de la faim figurant dans l'examen stratégique Faim zéro, des enseignements tirés de l'expérience et des nombreuses consultations menées en continu avec le Gouvernement, des organismes des Nations Unies et des partenaires de développement. Dans un contexte d'après-conflit comme celui du Libéria, le PSP offre au PAM la possibilité de cultiver son rôle de catalyseur dans le cadre de la définition de solutions durables au problème de la faim prises en charge par le pays, au moyen d'interventions visant à faire évoluer les relations entre les sexes.

³⁷ WFP/EB.A/2015/5-A.

33. En collaboration avec un vaste réseau de partenaires, le PAM continuera de tirer parti de son savoir-faire et de sa forte présence dans les zones les plus reculées au Libéria pour accroître l'impact de son action, notamment à travers les activités suivantes:
- *Renforcement de l'alimentation scolaire utilisant la production locale:* le PAM aide le Gouvernement libérien à expérimenter et à gérer le programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale depuis 2016. En conséquence, il est bien placé pour l'aider à élargir progressivement la portée de ce filet de protection sociale afin de parvenir à une croissance équitable et inclusive, conformément aux priorités nationales. L'alimentation scolaire utilisant la production locale offre la possibilité de mener, sous la direction du Gouvernement, un programme présentant un bon rapport coût-efficacité et visant à faire évoluer les relations entre les sexes, tout en mettant l'accent sur l'achat de produits locaux à des petits exploitants, femmes et hommes, en réduisant le plus possible l'empreinte écologique et en encourageant des pratiques agricoles durables. Il s'agit d'une intervention pluridimensionnelle qui relie l'agriculture, la nutrition, l'éducation et la problématique femmes-hommes au moyen d'une démarche intégrée axée sur l'autonomisation et qui peut servir de mécanisme de transfert de la responsabilité du programme d'alimentation scolaire au Gouvernement libérien.
 - *Aide aux petits exploitants agricoles et soutien aux marchés:* le bureau de pays a acquis une grande expérience dans ce domaine en mettant en œuvre l'initiative Achats au service du progrès pendant cinq ans ainsi que des programmes bilatéraux en faveur des petits producteurs de riz. Le PAM continuera donc de renforcer la production des petits exploitants et de leur faciliter l'accès aux marchés liés à l'alimentation scolaire utilisant la production locale. Il s'agira notamment d'augmenter les investissements dans les chaînes de valeur alimentaires agricoles en créant et en remettant en état des équipements à l'échelle locale, comme des routes de desserte et des installations de stockage, tout en améliorant l'accès aussi bien des femmes que des hommes aux services de vulgarisation et aux services financiers. En outre, cette expérience a montré que le programme était en grande partie axé sur les activités de développement des capacités des organisations d'agriculteurs, ce qui a contribué à faciliter l'accès des petits exploitants aux pratiques et aux infrastructures de production agricole et de manutention après récolte et leur a ouvert de nouveaux débouchés. Il a également été noté que la gouvernance de ces organisations s'était améliorée, notamment en matière de planification et de gestion financières.
 - *Renforcement des capacités stratégiques:* collaboration avec le Gouvernement pour renforcer ses capacités dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence et de la gestion des informations relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et transposition à plus grande échelle de programmes de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes (en utilisant SCOPE, la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts) et d'autres systèmes pertinents.
34. Au vu des inégalités femmes-hommes structurelles et socioculturelles observées dans tous les secteurs du pays, le PAM continue d'appliquer des méthodes visant à faire évoluer les relations entre les sexes et tenant compte de la nutrition dans l'ensemble de ses interventions. Ces méthodes ont guidé la conception et la mise en œuvre de toutes les activités afin de réduire les inégalités de genre et de favoriser l'obtention d'effets directs équitables.

2.3 Réorientations stratégiques

35. Conformément au plan stratégique de pays provisoire de transition de 2018 pour le Libéria, le rôle du PAM continue de passer progressivement du rôle d'agent d'exécution à celui de catalyseur. La démarche du PAM a consisté à conjuguer des activités intégrées de renforcement de la résilience au titre de l'effet direct stratégique 1 et des interventions de renforcement des capacités nationales au titre de l'effet direct stratégique 3 afin de continuer à sauver des vies et à protéger les moyens d'existence des personnes les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (hommes, femmes, garçons et filles), tout en aidant les partenaires nationaux à élaborer et à mettre en œuvre des programmes viables d'élimination de la faim sous la conduite du Gouvernement.
36. Le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale a fourni au PAM une excellente opportunité de tirer parti de son avantage comparatif et de son savoir-faire – opportunité acquise grâce à ses connaissances agricoles poussées, en particulier au Libéria dans le cadre du projet pilote Achats au service du progrès – pour soutenir l'une des grandes priorités du Gouvernement, de façon à faire avancer la réalisation de l'ODD 2 comme cadre des activités en faveur de la nutrition, des moyens d'existence et de la résilience. La complémentarité et les synergies avec les partenaires et d'autres secteurs (agriculture, éducation, problématique femmes-hommes et santé) seront renforcées pour maximiser l'impact. L'intervention du PAM est également ancrée dans la politique nationale de protection sociale de 2013 et d'autres politiques sectorielles du Libéria.
37. La mutation stratégique consistant à passer d'un rôle d'agent d'exécution à un rôle de catalyseur supposait d'accorder une priorité plus grande à la sensibilisation et à la coordination dans la perspective d'une approche multisectorielle de la nutrition, tout en expérimentant des démarches innovantes, efficaces et équitables de renforcement de la résilience, destinées notamment à élargir la portée de la protection sociale. La conception du PSP mettra de plus en plus l'accent sur la mise en œuvre d'interventions visant à faire évoluer les relations entre les sexes pour lutter contre les inégalités femmes-hommes systémiques.
38. Conformément aux priorités nationales, le Gouvernement et d'autres partenaires ont trouvé des solutions économiquement rationnelles au problème de la faim, axées sur des zones géographiques prioritaires et la convergence des opérations. Priorité est donnée ici aux programmes conjoints menés avec des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires ainsi qu'à des projets phares visant à atteindre l'ODD 2, comme le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
39. La responsabilité à l'égard des populations touchées, l'analyse des questions de protection, la prise en compte des conflits et les considérations environnementales et sociales sont des sujets transversaux essentiels et seront intégrées dans l'ensemble des activités du PAM au Libéria.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

40. Le présent PSP guidera la présence et l'action stratégiques du PAM au Libéria dans les quatre ans et demi à venir. Pendant cette période, l'appui fourni par le PAM et ses partenaires portera sur le renforcement des capacités nationales dont le Gouvernement aura besoin pour prendre davantage en charge des solutions durables au problème de la faim. L'adoption par le PAM d'un rôle de catalyseur a été éclairée par des processus consultatifs, notamment l'examen stratégique Faim zéro et la formulation de la ligne de visée, et est appuyée par le Gouvernement et les partenaires.

41. Le PAM mettra à profit le programme d'alimentation scolaire, et notamment son importante composante axée sur l'utilisation de la production locale, pour fournir des activités d'appui aux moyens d'existence climatiquement rationnelles permettant aux petits exploitants, en particulier aux femmes vivant en milieu rural, d'accéder à des marchés fiables et pérennes (effet direct stratégique 1). Cet effet direct stratégique comprend également le renforcement de la résilience des petits exploitants vulnérables face aux dérèglements liés au climat et autres bouleversements récurrents, au moyen de la création ou du rétablissement d'équipements communautaires productifs tels que les routes de desserte, les installations de stockage et d'autres actifs agricoles dans l'intérêt aussi bien des femmes que des hommes, dans toute leur diversité, vivant dans les communautés ciblées.
42. Des approches prenant en compte la dimension nutritionnelle seront intégrées dans l'ensemble des effets directs stratégiques dans le cadre d'une démarche tenant compte de tous les stades de la vie. Le PAM se concentrera sur le renforcement de la sensibilisation et de la coordination dans la perspective d'une démarche multisectorielle visant à s'attaquer au fardeau que représente la malnutrition chronique au Libéria, tout en veillant à ce que les communautés bénéficient d'activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements et tenant compte de la problématique femmes-hommes afin d'améliorer les pratiques d'alimentation.
43. Compte tenu de la réussite de ses programmes pendant les périodes de crise et de redressement au Libéria, le PAM s'est positionné comme un partenaire clé du Gouvernement en facilitant la mise en place de solutions au problème de la faim pérennes et prises en charge par le pays. Il continuera de réorienter progressivement son action pour passer de la fourniture directe de secours d'urgence au renforcement des capacités, afin d'aider les organismes gouvernementaux à gérer des programmes viables d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, des interventions en faveur de la protection sociale et de la résilience, et des systèmes de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, en suivant une approche équitable, inclusive et axée sur l'autonomisation.
44. Le PAM a adopté une démarche progressive consistant à renforcer les capacités du pays, avec pour objectif d'aider le Gouvernement et d'autres à accroître les moyens dont le pays dispose et permettre ainsi de transférer petit à petit les programmes entre les mains des autorités nationales. Les interventions de renforcement des capacités menées par le PAM sont axées sur la demande et définies par des homologues nationaux et d'autres parties prenantes clés pour répondre efficacement aux besoins du pays et obtenir un impact plus grand et pérenne.
45. Compte tenu de la fragilité sociopolitique du pays et des risques liés au climat mentionnés plus haut, le PAM maintiendra son rôle moteur en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. À cette fin, il mettra en place un plan d'urgence pour réagir rapidement aux crises soudaines (effet direct stratégique 2) et renforcera dans le même temps les capacités institutionnelles au titre de l'effet direct stratégique 3.
46. Conformément aux engagements du PAM relatifs à la responsabilité à l'égard des populations touchées, les communautés sont au centre de toutes les actions. L'idée est qu'elles puissent participer de manière équitable aux actions menées et les prendre en main de sorte que les activités soient intégrées dans des plans et des structures de développement local. Le PSP comprend aussi des considérations environnementales et sociales conformément à la politique environnementale de 2017 du PAM³⁸, l'égalité de genre, l'analyse des questions de protection et la prise en compte des conflits constituant des sujets transversaux essentiels.

³⁸ WFP/EB.1/2017/4-B/Rev.1.

47. Sous la direction du Gouvernement, toutes les activités du PSP ont été définies conjointement et sont planifiées pour être mises en œuvre en collaboration avec des partenaires clés, une attention accrue étant portée à la convergence géographique et opérationnelle pour obtenir un impact plus grand et un meilleur rapport coût-efficacité.
48. Les résultats réalisés et les enseignements tirés dans le cadre de ce PSP jetteront les bases des stratégies de transition et de retrait du PAM et serviront donc de référence pour tous les PSP futurs.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2030, les populations en situation d'insécurité alimentaire, y compris les enfants d'âge scolaire vivant dans les zones ciblées, ont accès à une alimentation suffisante et nutritive, notamment à des produits alimentaires locaux

49. Cet effet direct stratégique vise à fournir aux écoliers (48 pour cent de filles et 52 pour cent de garçons)³⁹ des écoles primaires publiques et communautaires situées dans les comtés où l'insécurité alimentaire est la plus forte des repas nutritifs sains composés principalement d'aliments locaux. Il a également pour but de fournir aux filles des mêmes comtés des rations familiales à emporter, en ciblant les adolescentes se trouvant dans les classes allant de la quatrième à la sixième année de scolarité, dans lesquelles les filles sont nettement moins nombreuses que les garçons (taux d'achèvement et de fréquentation inférieurs à ceux des garçons). Pour assurer une offre stable de produits locaux et répondre ainsi à la demande des écoles concernées, le PAM continuera d'axer son action sur le renforcement des moyens dont les petits exploitants agricoles disposent pour améliorer leur production et leur productivité.

Domaine d'action privilégié

50. Cet effet direct met l'accent sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

51. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les enfants qui viennent en classe reçoivent des repas scolaires nutritifs adéquats en temps voulu, y compris des rations à emporter composées de produits locaux dans le cas des adolescentes, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels, favorise la scolarisation, l'assiduité et le maintien à l'école et contribue à la parité de genre.
 - Les adolescents, filles et garçons, qui viennent en classe et leurs communautés bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, dont le but est de favoriser le maintien à l'école et d'améliorer les pratiques liées à la nutrition et les compétences essentielles de la vie courante pour contribuer à rompre le cycle intergénérationnel de la malnutrition.
 - Les écoliers et leurs communautés bénéficient d'activités de communication et de cours de formation sur l'agriculture à petite échelle, dont le but est de les sensibiliser à la chaîne de valeur agricole et de mieux les informer sur le sujet.

³⁹ La différence entre les filles et les garçons tient au fait qu'il y a plus de garçons que de filles scolarisés dans les écoles publiques et communautaires. Les filles recevront des rations à emporter pour améliorer leur taux de scolarisation.

- Les petits exploitants – aussi bien les femmes que les hommes – et leurs communautés bénéficient du renforcement des capacités et de la remise en état d’actifs productifs, l’objectif étant d’améliorer durablement leur productivité, leur résilience et leur accès aux marchés locaux, notamment par l’intermédiaire de l’alimentation scolaire utilisant la production locale.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir un ensemble d'activités axées sur l'alimentation scolaire intégrées, inclusives et propres à faire évoluer les relations entre les sexes aux écoliers en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel, y compris des rations à emporter aux adolescentes, en utilisant et en stimulant la production locale (alimentation scolaire utilisant la production locale)

52. Les comtés où les taux de pauvreté et d’insécurité alimentaire sont élevés présentent les taux de scolarisation les plus bas, car les ménages en situation d’insécurité alimentaire n’envoient pas leurs enfants à l’école pour qu’ils aillent travailler. L’activité 1 ciblera les comtés où les niveaux d’insécurité alimentaire sont les plus élevés et les taux de scolarisation les plus bas: Nimba, Gbarpolu, Maryland, Grand Kru et Sinoe. Pendant la période couverte par le PSP, le PAM fournira des repas scolaires à 110 000 écoliers⁴⁰, parmi lesquels 53 900 (48,8 pour cent) sont des filles. Dans les mêmes comtés, le PAM fournira des rations familiales à emporter, composés à hauteur de 25 pour cent de transferts de type monétaire, à 4 000 adolescentes qui se trouvent dans les classes allant de la quatrième à la sixième année de scolarité (et le cas échéant au lycée) dans les districts où les filles scolarisées sont nettement moins nombreuses que les garçons. Au total, 16 000 personnes⁴¹ bénéficieront indirectement de ce programme. En outre, les mesures de renforcement des capacités cibleront des institutions nationales et locales, telles que le Ministère de l’éducation et les associations parents-enseignants, afin de renforcer les capacités dont elles disposent pour s’approprier et gérer le programme d’alimentation scolaire. Des fourneaux à bon rendement énergétique seront également installés dans les écoles dans le cadre de l’initiative du PAM pour un accès sans risque au combustible et à l’énergie (SAFE). L’initiative SAFE combine différentes activités, comme l’investissement dans des ressources naturelles durables au moyen d’activités telles que la plantation de jeunes plants d’arbres, la gestion de garderies et des projets d’atténuation des effets du climat. L’accès à des énergies durables est indispensable à la bonne gestion des ressources naturelles, laquelle est elle-même importante compte tenu des difficultés connues dues à la dégradation des terres agricoles et à la perte de biodiversité.
53. Au moyen d’"achats au service du développement", qui favorisent le renforcement des capacités de production locale, le PAM s’approvisionnera (ou facilitera l’approvisionnement) en produits alimentaires afin de fournir des repas quotidiens par l’intermédiaire de transferts en espèces ou en nature à l’intention des écoliers. Des organisations d’agriculteurs et de producteurs établies et certifiées feront le lien, et regrouperont et transporteront les produits agricoles destinés au programme. Le ciblage des personnes vivant avec un handicap, des femmes, des hommes et des écoliers dans le cadre de l’initiative d’alimentation scolaire utilisant la production locale sera assuré au moyen d’une analyse approfondie de la vulnérabilité en collaboration avec le Gouvernement et en veillant à ce que les petits exploitants, femmes et hommes, et leurs organisations soient associés et en bénéficient de manière équitable.

⁴⁰ Les taux de scolarisation demeurent inférieurs à 42 pour cent dans la majeure partie du pays; ce chiffre indique la proportion d’enfants inscrits, mais ne tient pas compte des enfants inscrits qui ne vont pas à l’école, dont on ne connaît pas le nombre actuellement.

⁴¹ Bénéficiaires de deuxième niveau, y compris les membres des ménages (quatre personnes par famille).

54. Pour sensibiliser les communautés se trouvant dans les zones où se déroulent des activités du PSP, le PAM et ses partenaires assureront des séances de formation et des campagnes d'information à l'intention de 28 000 bénéficiaires, y compris de personnes vivant avec un handicap, de façon à promouvoir et à mieux faire connaître l'accès aux marchés et l'agriculture comme moyen de subsistance viable là où le potentiel agricole est élevé. En outre, pour réduire la malnutrition, en particulier le retard de croissance, au cours des 1 000 premiers jours de la vie, une éducation nutritionnelle sera dispensée dans le cadre d'activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements et d'activités de sensibilisation bénéficiant d'éclairages sur l'égalité des sexes, à l'intention principalement des petits exploitants et des ménages comptant des filles et des femmes enceintes ou allaitantes. Le bureau de pays établira des plans inclusifs destinés à relier l'offre alimentaire agricole au programme, notamment en analysant le coût et les avantages réciproques des modalités, la qualité des aliments, les capacités des petits exploitants et les risques associés aux achats locaux, en prévoyant des stratégies pour atténuer ces risques.
55. Les réserves communautaires de céréales ont été l'une des interventions innovantes et durables menées au Libéria. Le PAM continuera d'apporter son soutien aux réserves existantes afin de les transformer en réserves alimentaires communautaires, construira trois réserves alimentaires communautaires supplémentaires, comprenant chacune un stock initial de 30 tonnes de céréales, des aires de séchage et des batteuses, et formera les membres des réserves alimentaires communautaires, soit 75 à 100 personnes par réserve généralement, à l'acquisition de compétences en matière de développement des entreprises et de gestion de groupe. La formation au développement et à la gestion des entreprises vise à permettre à terme aux agriculteurs, aussi bien hommes que femmes, de posséder et de gérer les réserves de manière équitable et inclusive. Des activités supplémentaires de renforcement des capacités seront menées à l'issue des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs afin de veiller à la bonne utilisation et à l'entretien des équipements mis en place.

Effet direct stratégique 2: Les populations touchées par une crise vivant dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises

56. Conformément au mandat humanitaire du PAM, cet effet direct stratégique en cas de situation d'urgence vise à permettre aux populations touchées par une crise au Libéria de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises, les détails des interventions devant être définis à partir des besoins propres au contexte. En application de la nouvelle politique environnementale du PAM, les activités seront examinées de façon à éviter, réduire le plus possible ou atténuer leurs effets néfastes sur le plan environnemental et social.

Domaine d'action privilégié

57. Cet effet direct stratégique en cas de situation d'urgence est centré sur l'intervention face à une crise.

Produits escomptés

58. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les bénéficiaires touchés par une crise reçoivent en temps voulu une assistance alimentaire et nutritionnelle adéquate afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.
 - Les bénéficiaires touchés par une crise bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, adaptées et tenant compte de la problématique femmes-hommes, afin d'améliorer les pratiques liées à la nutrition.

- Les bénéficiaires touchés par une crise reçoivent en temps voulu des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante afin de prévenir et de traiter la malnutrition.
- Les populations touchées par une crise bénéficient des capacités renforcées du Gouvernement en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité et de coordination de l'assistance humanitaire, ce qui leur permet de recevoir une assistance alimentaire et nutritionnelle en temps voulu.

Activité essentielle

Activité 2: Fournir un ensemble d'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence intégré aux ménages vulnérables touchés par une catastrophe ou d'autres bouleversements

59. Cette activité est conçue comme une mesure d'urgence à utiliser en cas de crise le cas échéant. Elle bénéficiera aux ménages touchés par une crise et se présentera sous la forme d'une assistance alimentaire générale ciblée si une situation d'urgence se produit. Pendant la situation d'urgence, du SuperCereal ou du Plumpy'Sup sera distribué pour traiter la malnutrition modérée chez les enfants de moins de 5 ans ainsi que chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes. Les aliments nutritifs spécialisés seront choisis en fonction des disponibilités, du coût, des délais et d'autres facteurs liés à la chaîne d'approvisionnement, car ces aliments ne sont pas produits localement.
60. Étant donné qu'il s'agit d'une activité d'urgence, le nombre exact de bénéficiaires dépendra de l'ampleur et de la gravité de la crise. Les chiffres seront établis à partir d'évaluations annuelles de la sécurité alimentaire nationale, dont les données seront utilisées dans l'analyse du Cadre harmonisé, et des évaluations rapides seront menées. Le bureau de pays s'assurera que des analyses par sexe et par âge sont prises en considération lors des phases d'évaluation, de planification, de mise en œuvre et de compte rendu. Aux fins de la planification, le nombre de bénéficiaires ciblés est établi à 37 000, et la proportion d'hommes et de femmes devra être déterminée au moyen de l'analyse différenciée par sexe.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités accrues pour concevoir et gérer des systèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, de protection sociale, de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et de gestion des risques de catastrophe

61. L'effet direct stratégique 3 vise à renforcer les capacités nationales en matière de suivi et de surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de sorte que les institutions nationales puissent fournir sans délai des systèmes d'alerte rapide et analyser en temps voulu et à intervalles réguliers les progrès accomplis vers l'élimination de la faim en ventilant les données. À travers son appui fourni au Gouvernement et à d'autres parties prenantes intervenant dans ce domaine, le PAM cherchera à améliorer les systèmes de gestion de l'information et à renforcer les capacités de préparation aux catastrophes et de gestion des crises.
62. Cette activité est une pierre angulaire de la mutation stratégique du PAM au Libéria consistant à passer de la fourniture d'une assistance directe à la fourniture d'un appui au Gouvernement dans le cadre d'activités de renforcement des capacités tenant compte de la problématique femmes-hommes. Elle est donc étroitement liée à d'autres activités du présent PSP. L'amélioration des systèmes d'alerte rapide et de la politique de gestion des catastrophes appuiera les efforts que le PAM déploie pour faire en sorte que le Libéria atténue les risques tout en restant prêt à intervenir en cas d'urgence (effet direct stratégique 2). Le renforcement des capacités du Gouvernement dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la surveillance nutritionnelle et des systèmes d'information fournira aussi au PAM, au Gouvernement et à d'autres partenaires des informations de meilleure qualité aux fins de la programmation et du ciblage réalisés au titre de l'effet direct stratégique 1.

Domaine d'action privilégié

63. Cet effet direct est centré sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

64. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les populations touchées par une catastrophe naturelle bénéficient de l'amélioration des mécanismes de gestion des catastrophes et d'intervention, ce qui leur permet de recevoir une assistance en temps voulu, adéquate, équitable, cohérente et prévisible de la part du Gouvernement ainsi que du PAM et de ses partenaires.
- Les populations ciblées bénéficient du renforcement des mécanismes nationaux de coordination et des systèmes nationaux de gestion de l'information utilisés pour suivre les progrès accomplis vers l'élimination de la faim.
- Les populations ciblées bénéficient du renforcement des capacités nationales et infranationales utilisées pour gérer l'initiative Renforcer la nutrition (SUN).

Activité essentielle

Activité 3: Aider le Gouvernement et ses partenaires à accroître leurs capacités afin de renforcer les mécanismes nationaux de coordination et les systèmes nationaux de gestion et de suivi de l'information utilisés pour la gestion de la sécurité alimentaire et de la nutrition et la gestion des risques de catastrophe

65. Le PAM collaborera avec l'organisme national de gestion des catastrophes et d'autres partenaires clés pour renforcer les capacités nationales en matière de préparation aux risques de catastrophe et d'intervention en cas de crise, en mettant l'accent sur l'élaboration de systèmes d'alerte rapide.
66. Le PAM aidera le Gouvernement à renforcer les mécanismes centralisés de coordination et les dispositifs de gestion de l'information concernant l'élimination de la faim, notamment en contribuant à l'enquête détaillée sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, à une étude sur le coût de la faim en Afrique et au suivi régulier des prix des produits alimentaires. Il collaborera également avec le Gouvernement par l'intermédiaire du Ministère de la santé et d'autres partenaires dans le domaine de la nutrition afin de renforcer et d'améliorer la coordination, la gouvernance et la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les interventions nutritionnelles, en tirant parti de l'expérience acquise dans le cadre des initiatives SUN et REACH menées dans le pays. En application de la politique environnementale du PAM, toutes les activités intégreront des considérations environnementales et seront conformes aux normes environnementales et sociales du PAM.
67. Faute de dispositif d'alerte rapide efficace, des systèmes de financement fondé sur les prévisions seront mis en place. Au niveau national, ils aideront à détecter rapidement les phénomènes météorologiques extrêmes, et amélioreront la préparation des pouvoirs publics aux éventuelles catastrophes à venir. Parallèlement à l'installation de ces systèmes, le PAM collaborera également avec les services nationaux de météorologie/d'hydrologie afin de renforcer les capacités de prévision météorologique du pays et d'intégrer leurs dispositifs d'alerte rapide dans des plans nationaux de préparation.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

68. Le présent PSP poursuit la transition engagée dans le PSP provisoire de transition consistant à passer de l'assistance alimentaire au développement des transferts de type monétaire, à l'amélioration de la résilience et au renforcement des capacités. Au cours de la période couverte par le PSP, les interventions du PAM viseront les objectifs suivants:
- Renforcer l'engagement du Gouvernement et la prise en charge par le pays de la gestion du programme d'alimentation scolaire: les constatations issues de l'analyse du programme SABER⁴² d'alimentation scolaire seront exploitées pour élaborer une stratégie structurée et formelle visant à renforcer les capacités du Gouvernement et, à terme, à transférer à celui-ci la responsabilité des activités. Cette démarche aidera le Gouvernement à mettre en œuvre le programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
 - Passer progressivement de l'alimentation scolaire classique à l'alimentation scolaire utilisant la production locale: cela implique de recommander une augmentation des investissements publics prévisibles au service de la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale, tout en sensibilisant davantage les homologues nationaux à la nouvelle génération de programmes d'alimentation scolaire dans un souci de pérennisation. Cette transition prévoit une augmentation de la capacité de production des petits exploitants afin de répondre à la demande qui sera créée par le programme d'alimentation scolaire.
 - Passer des interventions spécifiquement axées sur la nutrition à des interventions à dimension nutritionnelle et intégrer les interventions nutritionnelles dans l'ensemble des activités du PSP, tout en aidant tous les ministères compétents à mener des activités nutritionnelles intégrées d'ici à 2023.
 - Veiller à transformer les réserves de céréales en réserves alimentaires entièrement gérées par les communautés d'ici à la fin de la période couverte par ce PSP.
 - Renforcer les capacités des institutions nationales et infranationales dans les domaines essentiels que sont la gestion des catastrophes, les systèmes d'alerte rapide et la gestion de l'information.
 - Augmenter le nombre d'interventions de renforcement des capacités relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments.
69. Les stratégies prévues de transition et de retrait seront guidées par les nombreuses consultations menées en continu avec les homologues nationaux, les partenaires clés et les communautés concernées, et bénéficieront des éclairages apportés par les analyses de la problématique femmes-hommes (pour suivre les progrès accomplis en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes) et l'analyse des préoccupations et des sensibilités propres au contexte. Compte tenu des capacités nationales limitées, la transition et le transfert au Gouvernement de la responsabilité des activités du PAM se feront progressivement.

⁴² L'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) est un processus dirigé par le Gouvernement qui aide à élaborer des politiques et des systèmes efficaces d'alimentation scolaire.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

70. De manière générale, le ciblage de tous les bénéficiaires continuera d'être réalisé au moyen d'analyses par sexe et par âge. Les critères de ciblage sont également définis en respectant la promesse formulée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à ne laisser personne de côté et à venir en aide en priorité aux plus défavorisés. Le ciblage au titre de l'effet direct stratégique 2 (plan d'urgence), qui garantit l'accès des populations touchées par une crise à la nourriture, sera réalisé en fonction de la nature des crises éventuelles.
71. Le système SCOPE de gestion des bénéficiaires et des transferts sera utilisé pour enregistrer les bénéficiaires des effets directs stratégiques 1 et 2.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activité	Femmes	Hommes	Total
1	1	70 260	70 740	141 000
2	2	20 400	13 600	34 000
3	3	s.o.	s.o.	s.o.
Total		90 660	84 340	175 000

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

72. Les consultations menées par le PAM dans le pays semblent indiquer que les transferts de type monétaire sont une modalité de transfert efficace. Dans le contexte de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, les organisations communautaires d'agriculteurs sont des fournisseurs directs majeurs de produits alimentaires aux écoles. Les transferts de type monétaire ont contribué à diversifier les menus dans les écoles, car les comités chargés des achats et de la gestion des produits alimentaires dans les établissements ont élargi l'éventail de produits frais achetés, conformément au cadre national relatif à la santé et à la nutrition à l'école. Cela étant, une analyse par sexe et par âge, une évaluation des coûts et des consultations supplémentaires continueront d'être entreprises pour déterminer le niveau exact et la combinaison possible des modalités de transfert et atténuer les risques. Les marchés se trouvant dans les zones d'intervention du PAM sont essentiellement ruraux, mais dépendent en grande partie des importations. Sous réserve de la disponibilité d'espèces et en fonction des évaluations menées localement, le PSP associera les transferts de type monétaire à des transferts en nature sous forme de vivres pour les effets directs stratégiques 1 et 2.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ									
	Effet direct stratégique 1						Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3
	Activité 1						Activité 2		Activité 3
Type de bénéficiaires	Écoliers des comtés où l'insécurité alimentaire est la plus forte		Adolescentes des comtés où l'insécurité alimentaire est la plus forte		Petits exploitants, en particulier des femmes et des jeunes		Ménages vulnérables touchés par une catastrophe ou d'autres bouleversements		Institutions nationales et infranationales
Modalité	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	s.o.
Céréales		120		111		3 000		400	
Légumes secs		35				400		60	
Huile		10		7		125		25	
Sel		4						4	
Sucre									
SuperCereal									
SuperCereal Plus									
Micronutriments en poudre									
Total kcal/jour		655		2 385		13 673		1 919	
% kcal d'origine protéique		10,30		7,00		9,20		9,10	
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,27		0,50		3		0,57		
Nombre de jours d'alimentation par an	178	178	300	300	30	60	45	60	

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	13 309	8 246 264
Légumes secs	2 533	65 963
Huile	911	867 672
Sel	234	1 227 825
Total (produits alimentaires)^a	16 986	10 407 723
Transferts de type monétaire		9 000 300
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)		19 408 023

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

73. Tous les effets directs stratégiques comprennent le renforcement des capacités (y compris concernant les compétences en matière de problématique femmes-hommes) dont les organismes gouvernementaux disposent pour planifier, financer et mettre en œuvre des programmes ayant une incidence directe sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'établissement de partenariats avec les ministères au niveau local et national permettra de renforcer les compétences et les capacités nécessaires pour favoriser l'appropriation nationale et la pérennisation des résultats, en particulier s'agissant des programmes nationaux d'alimentation scolaire utilisant la production locale, de protection sociale et de nutrition.
74. L'effet direct stratégique 3 porte spécifiquement sur le renforcement des capacités nationales nécessaires aux mécanismes de coordination et aux systèmes de gestion de l'information destinés au Gouvernement et à ses partenaires dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la protection sociale, de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence et de la gestion des risques de catastrophe. Au niveau local, la démarche intégrée fondée sur la résilience suivie par le PAM continuera de renforcer les capacités des individus et des communautés de façon à améliorer durablement leur situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition tout en contribuant à faire évoluer les relations entre les sexes.
75. Pour réaliser cet effet direct, le PAM établira, pendant la première année couverte par le PSP et en accord avec les parties prenantes nationales concernées, un plan détaillé de renforcement des capacités visant à déterminer les lacunes et les besoins à combler dans les capacités nationales. Ce plan s'appuiera sur le recensement des partenariats effectué par le bureau de pays, précisera les effets directs clés (notamment les indicateurs utilisés pour mesurer l'état d'avancement pendant la durée de mise en œuvre du plan) et prévoira la conception d'actions spécifiques à mettre en place ou à réviser à partir de la deuxième année du PSP.
76. Le PAM utilisera le présent PSP pour tirer parti des précédents échanges de connaissances, de compétences et de savoir-faire dont le Gouvernement a bénéficié dans le cadre de la coopération Sud-Sud avec le Gouvernement brésilien, avec l'aide du bureau de pays et du Centre d'excellence du PAM au Brésil. Des partenariats destinés à faciliter la prise en charge par le pays du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale ont été trouvés avec l'Union africaine, le Centre mondial des connaissances et des opérations après récolte en Ouganda, le nouveau Centre d'excellence contre la faim et la malnutrition en Côte d'Ivoire et d'autres entités régionales.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

77. Au Libéria, la situation de la chaîne d'approvisionnement demeure problématique en raison de la faiblesse des infrastructures et de la longue saison des pluies, qui ont entraîné des retards de livraison dans les zones reculées. Compte tenu de l'insuffisance de l'offre de produits locaux, il est nécessaire d'importer certains produits, comme les céréales, les légumes secs, l'huile végétale et les micronutriments en poudre pour l'enrichissement des aliments, tout en soutenant la production locale.
78. Partant de l'expérience du recours aux transferts de type monétaire dans les interventions menées face à une crise dans le cadre du PSP provisoire de transition, le PAM cherchera à renforcer les capacités nécessaires pour mettre en œuvre ces transferts dans toutes ses opérations, le cas échéant. Le PAM continuera d'augmenter progressivement les achats de produits locaux destinés aux écoles tout en réduisant les achats de produits importés. Il fournira aux institutions un ensemble d'activités de renforcement des capacités dans les domaines de la planification et de la stratégie d'approvisionnement, des achats locaux et de l'établissement des contrats, de la gestion du stockage (pour les agriculteurs, les écoles et le

Gouvernement), du partage de l'information sur les marchés et de l'assurance de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments dans tous les processus entrant dans l'approvisionnement.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

79. Avec l'appui du bureau régional, le bureau de pays a mis en place la structure organisationnelle permettant de faciliter la mise en œuvre du PSP. Cette structure offre la souplesse nécessaire pour s'adapter au niveau de financement. D'autres mesures ont été prises pour garantir le bon niveau de sensibilisation du personnel et la participation effective des employés. Des possibilités de formation et de renforcement des capacités au niveau régional et institutionnel sont proposées au personnel selon que de besoin. Des plans sont en place pour remédier au déséquilibre entre les sexes.

4.5 Partenariats

80. Les partenariats diversifiés et durables sont l'un des fondements de la réussite de la mise en œuvre de ce PSP. Un éventail complet et dynamique de partenaires permettra d'accroître l'impact, le rapport coût-efficacité et l'efficacité des programmes du PAM au Libéria.
81. Le PAM est un partenaire de choix à même d'aider le Gouvernement à respecter les priorités nationales en matière de développement dans le cadre du PAPD grâce à la mise en œuvre de filets de protection sociale. Il a déjà facilité la conclusion de partenariats solides avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'agriculture et des organes institutionnels majeurs à travers la création d'un comité national multisectoriel de planification et de coordination. Le PAM continuera de tirer parti de sa collaboration existante pour pérenniser les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale et renforcer les partenariats noués en matière de sensibilisation avec le Cabinet du Président et des ministères clés. Les mécanismes nationaux de promotion de la femme seront associés aux activités, et les capacités nécessaires pour lutter contre les inégalités de genre seront renforcées.
82. Conformément à l'initiative Unité d'action des Nations Unies, les partenariats étroits conclus par le PAM en matière de programmation avec d'autres organismes des Nations Unies faciliteront le renforcement des programmes conjoints, la coordination, la convergence géographique, les activités communes de sensibilisation et la mobilisation de ressources. Les domaines de collaboration sont divers: mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale; intégration des activités de renforcement de la résilience et de soutien aux marchés, aux côtés des autres organismes ayant leur siège à Rome, de l'UNICEF, de l'Organisation internationale du Travail, d'ONU-Femmes et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); et rationalisation des interventions sectorielles face à une crise, en coopération avec l'OMS, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF, le FNUAP et d'autres partenaires.
83. Le PAM continue de renforcer sa collaboration existante avec des partenaires habituels et de nouveaux partenaires techniques, financiers et coopérants au niveau local, régional et international afin d'accroître l'impact et l'efficacité de ses programmes. Des partenariats seront poursuivis avec Save the Children et d'autres organisations non gouvernementales nationales et internationales concernées dans le cadre de la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire et avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le cadre de mécanismes coordonnés d'intervention face aux crises.
84. Le bureau de pays continuera de faciliter la coopération Sud-Sud avec le Centre d'excellence au Brésil en matière d'alimentation scolaire utilisant la production locale, tout en renforçant la collaboration avec le Centre d'excellence en Chine autour du soutien apporté aux marchés agricoles au profit des petits exploitants et avec le Centre d'excellence en Inde dans le cadre de programmes à dimension nutritionnelle afin de s'inspirer de solutions innovantes au

problème de la faim mises en place par d'autres pays. Des partenariats seront également recherchés avec le Centre mondial des connaissances et des opérations après récolte en Ouganda et le nouveau Centre d'excellence contre la faim et la malnutrition en Côte d'Ivoire.

85. Conformément à la stratégie institutionnelle en matière de partenariat du PAM, le bureau de pays a élaboré un plan d'action détaillé en matière de partenariat afin de guider la stratégie de mobilisation de ressources du bureau de pays dans la perspective de la mise en œuvre du PSP.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

86. Dans le cadre d'un système de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes, le PAM a établi et budgétisé un plan de suivi et d'évaluation conforme à son Cadre de résultats institutionnels pour 2017-2021. Ce plan mesure les progrès accomplis vers la réalisation des effets directs stratégiques afin de rendre compte de l'action menée et fournit des données factuelles sur les résultats obtenus de façon à pouvoir apporter les ajustements nécessaires.
87. Les données recueillies pour alimenter les indicateurs relatifs aux bénéficiaires seront ventilées par sexe et par âge, et étayées par des analyses par sexe et par âge. Il sera rendu compte de la réalisation des effets directs et des produits dans les rapports annuels sur les résultats. Des données de référence seront établies pour les effets directs en 2019 s'il y a lieu.
88. Une évaluation décentralisée de l'activité 1 et un examen à mi-parcours couvrant les activités 2 et 3 seront menés lors de la troisième année du PSP (2022), avec l'appui du bureau régional. L'évaluation décentralisée devrait porter sur les chaînes de valeur et les chaînes d'approvisionnement agricoles locales et sur la mesure dans laquelle elles facilitent les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale et contribuent au revenu et à l'autonomisation économique des petits exploitants, en faisant le bilan de l'appui apporté par le PAM au lien entre ces chaînes et l'alimentation scolaire et en examinant attentivement les aspects de ce lien se rapportant à la problématique femmes-hommes. Les constatations issues de l'examen et les recommandations en résultant seront exploitées lors de l'établissement des plans annuels d'opérations fondés sur les ressources pour permettre d'apporter en temps voulu les améliorations jugées nécessaires à mi-parcours. Une évaluation du plan stratégique de pays sera effectuée en 2022 sous la direction du Bureau de l'évaluation afin de déterminer les progrès et les résultats par rapport aux effets directs et aux objectifs visés, y compris s'agissant de l'équité femmes-hommes, de l'égalité de genre et d'autres résultats institutionnels transversaux, et de dégager des enseignements à utiliser lors de la conception du prochain PSP.
89. Les constatations issues de l'examen et de l'évaluation et les recommandations en résultant seront communiquées à toutes les parties prenantes concernées, et des efforts seront déployés pour présenter aux communautés les principales conclusions et recommandations dans un souci de responsabilité à l'égard des bénéficiaires. Le suivi des effets directs sera effectué au moins une fois par an, selon le cas, pour chaque effet direct. Un suivi des processus et des produits sera également réalisé en continu au niveau des activités pour déterminer dans quelle mesure les cibles sont atteintes ainsi que la qualité de la mise en œuvre. Le suivi des processus sera généralement effectué dans le cadre d'un suivi post-distribution. Le PAM exploitera l'examen et les constatations et recommandations issues de l'évaluation, ainsi que les données et les constatations émanant du suivi, pour déterminer les possibilités d'amélioration du projet.

90. Le PAM utilisera ses capacités internes en matière de suivi pour renforcer celles du personnel de ses partenaires et collaborera étroitement avec d'autres organismes appartenant à l'équipe de pays des Nations Unies pour mener un suivi conjoint des indicateurs de performance destinés au PNUAD.
91. Sur la base de la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et conformément à la stratégie régionale en matière de problématique femmes-hommes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, le PSP offre un cadre précieux pour élaborer un plan d'action concernant la problématique femmes-hommes préconisant des mesures générales et ciblées, qui sera réexaminé tous les ans. Tous les employés du PAM ont reçu une formation de base en matière de problématique femmes-hommes et de protection, et le personnel nouvellement recruté sera également formé.
92. L'outil Web des bureaux de pays pour une gestion efficace et les archives en ligne seront utilisés pour suivre les indicateurs de performance et produire des rapports sur les résultats. Les données seront recueillies sur le terrain et envoyées par voie électronique, l'analyse des données se déroulant en temps réel.
93. Le plan de suivi et d'évaluation est intégré à la proposition de budget du PSP.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

94. Les risques stratégiques sont notamment les catastrophes naturelles localisées et l'inadéquation des capacités des communautés. Pour faire face aux catastrophes naturelles, le PAM continuera de s'appuyer sur le système national d'alerte rapide en place et renforcera les capacités du Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence au niveau national et infranational. Le risque que présente l'inadéquation des capacités des communautés sera atténué au moyen de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de développement des capacités.
95. Conscient du risque stratégique que constitue le manque de fonds, le PAM a pris d'importantes mesures en collaboration avec le bureau régional et le Siège afin d'accroître les ressources mobilisées et d'infléchir la tendance à la baisse des financements, comme cela est décrit à la section 6.3 de la stratégie de mobilisation des ressources. Le PAM travaillera de manière continue en collaboration avec les partenaires actuels et s'efforcera d'élargir sa base de financement et de renforcer les activités communes de mobilisation de fonds avec d'autres organismes. Il encouragera la mobilisation de fonds, étudiera d'autres moyens de financement avec le Gouvernement et développera les capacités à tous les niveaux.

Risques opérationnels

96. Les risques opérationnels possibles sont notamment le manque de disponibilité ou de capacités des partenaires gouvernementaux et coopérants s'agissant tout à la fois du contrôle et de la gestion des opérations. L'effet direct stratégique 3 a été spécifiquement défini pour remédier à ce problème et prévoir la conception d'instruments permettant au PAM d'épauler le Gouvernement par l'intermédiaire d'activités de renforcement des capacités. Parmi les autres risques opérationnels figurent les difficultés d'accès susceptibles d'empêcher le PAM de surveiller et de se rendre dans certaines régions du pays en raison du mauvais état des infrastructures, difficultés aggravées par les conditions météorologiques défavorables. Le PAM complète les initiatives menées par le Gouvernement pour améliorer l'état des routes et les liaisons dans l'ensemble du pays dans le cadre du PAPD au moyen d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs portant sur les routes de desserte. Le PAM atténuera ces risques à l'aide, d'une part, d'examen réguliers menés par des équipes pluridisciplinaires au sein du bureau de pays et, d'autre part, de missions de contrôle effectuées par le bureau régional. Le PAM s'assurera

en outre qu'une analyse de la problématique femmes-hommes est menée pour toutes les interventions et activités.

97. D'autres risques opérationnels concernent les risques sur le plan de la protection pour les bénéficiaires et le manque de moyens dont disposent les communautés pour participer aux activités du PAM. Le bureau de pays a inscrit la protection dans ses activités. La responsabilité à l'égard des populations touchées sera intégrée dans l'ensemble des aspects et des phases du PSP. Des plans de développement des capacités seront mis en œuvre. La gestion des risques environnementaux et sociaux continuera d'être renforcée grâce à la mobilisation des communautés dans les villages. Pour que les communautés s'investissent et adhèrent aux actions menées, le bureau de pays mettra en œuvre l'approche à trois niveaux du PAM, qui repose sur une analyse intégrée du contexte au niveau national, une programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence à l'échelon infranational et une planification participative à l'échelle des communautés.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

98. Le budget nécessaire pour mettre en œuvre le PSP pour le Libéria pendant les 54 mois de sa durée prévue s'élève à 50,2 millions de dollars, soit une baisse de 35,3 millions de dollars par rapport au budget du programme de pays pour 2013-2018. Les effets directs stratégiques 1 et 3 concernant le renforcement de la résilience représentent 87 pour cent du budget, contre 13 pour cent pour l'effet direct stratégique 2 relatif à l'intervention face à une crise. Le bureau de pays donne la priorité aux efforts de mobilisation de ressources déployés auprès des partenaires habituels et non habituels pour les effets directs stratégiques 1 et 3 afin d'obtenir un financement adéquat pendant toute la période couverte par le PSP.

Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	4 867 331	8 339 034	8 929 281	9 286 467	9 388 753	40 810 865
2	1 186 185	1 264 193	1 261 075	1 294 466	1 265 361	6 271 280
3	452 706	667 999	687 651	682 402	596 214	3 086 971
Total	6 506 221	10 271 226	10 878 007	11 263 334	11 250 327	50 169 116

99. L'effet direct stratégique 1, doté d'un budget de 40 810 865 dollars, représente 81 pour cent du budget total. Il vise à fournir une assistance sous forme d'activités d'alimentation scolaire au moyen d'une composante renforcée d'alimentation scolaire utilisant la production locale, de rations à emporter distribuées aux filles et d'un soutien en faveur de la petite agriculture et des marchés, notamment en augmentant les capacités dont le Gouvernement dispose pour gérer la sécurité alimentaire et la nutrition. Cet effet direct stratégique comprend aussi des initiatives visant à faire évoluer les relations entre les sexes et des interventions à dimension nutritionnelle.
100. L'effet direct stratégique 2, doté d'un budget de 6 271 280 dollars, soit 13 pour cent de l'enveloppe totale, est un effet direct stratégique en cas de situation d'urgence à activer pendant les crises. Les exigences qui lui sont associées devront être révisées le cas échéant en fonction de la nature des crises et des évaluations des besoins.

101. L'effet direct stratégique 3, doté d'un budget de 3 086 971 dollars, soit 6 pour cent de l'enveloppe totale, a pour but de fournir au Gouvernement et aux institutions nationales le savoir-faire technique et les moyens de maintenir des systèmes d'alerte rapide tout en suivant les progrès accomplis vers l'élimination de la faim.
102. Les dépenses liées aux activités en faveur de l'égalité des sexes au titre de tous les effets directs stratégiques représentent 19 pour cent du budget total.

6.2 Perspectives de financement

103. Le présent PSP concorde pleinement avec les priorités du Gouvernement en matière de développement, comme l'ont montré les nombreuses consultations menées par le bureau de pays à différents niveaux et comme cela est indiqué dans l'examen stratégique Faim zéro. Ces consultations ont contribué à renforcer le partenariat existant entre le PAM et le Gouvernement et permis d'élargir la base de partenaires du PAM grâce à de nouveaux partenariats, y compris avec le secteur privé, des institutions financières internationales et d'autres acteurs de la coopération Sud-Sud. Elles devraient être financées principalement par des partenaires gouvernementaux (habituels et non habituels), des institutions financières multilatérales internationales, des fondations et le secteur privé.
104. Le PSP vise à venir en aide aux populations les plus vulnérables et tient compte de la baisse générale des financements consécutive à la fin de la riposte au virus Ebola. L'aptitude du PAM à affecter des ressources à différents effets directs stratégiques offre au bureau de pays la souplesse nécessaire pour transposer les activités à plus grande échelle et venir en aide à un plus grand nombre de bénéficiaires en fonction du niveau de ressources reçues.
105. Les signes positifs recueillis durant la collaboration du bureau de pays avec les partenaires pendant toute la période couverte par le PSP provisoire de transition indiquent que le PAM est bien placé pour mobiliser des ressources permettant d'appuyer le PSP au cours des quatre années et demie que durera sa mise en œuvre.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

106. Pour mettre en œuvre les activités prévues dans le cadre du PSP, le PAM a besoin de 50 169 116 dollars pour la période allant de juillet 2019 à décembre 2023.
107. Sur la base de son plan d'action en matière de partenariat et fort de sa position en tant que partenaire de choix du Gouvernement, le PAM continuera de donner la priorité au renforcement et à la coordination de la mobilisation des ressources et à l'élargissement du domaine couvert par ses partenariats. Conscient des problèmes rencontrés pour mobiliser des ressources lors du passage de l'action d'urgence contre l'Ebola à un contexte de développement, le bureau de pays redoublera d'efforts pour collaborer avec un large éventail de partenaires de développement (gouvernements, institutions financières internationales et régionales et institutions régionales et infrarégionales), des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, le milieu universitaire, le secteur privé émergent et les communautés locales.
108. Au vu de l'accent mis dans le PSP sur les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale, le PAM tirera parti de la dynamique générée et des engagements politiques pris par le Gouvernement afin d'encourager les partenaires, les institutions financières internationales et les organismes gouvernementaux à hiérarchiser les priorités et à affecter des crédits progressivement à la mise en œuvre de ces activités. Fort de la collaboration instaurée entre le Ministre des affaires étrangères et la haute direction du PAM au Siège, le bureau de pays multiplie les efforts pour concrétiser l'engagement pris par le Gouvernement d'appuyer les initiatives du PAM en matière de mobilisation de ressources.

109. Pour réduire sa dépendance à l'égard d'une base de financement peu étendue jusqu'ici, le PAM continuera de rechercher de nouvelles possibilités de financement, notamment auprès du secteur privé, dans le cadre de la coopération Sud-Sud et au moyen de fonds pluriannuels (Fonds pour la consolidation de la paix, Fonds vert pour le climat et autres fonds mondiaux). Le PAM continuera de plaider en faveur de financements souples et pluriannuels afin de faciliter la planification et d'utiliser les ressources plus efficacement. Le bureau de pays exploitera également les constatations issues d'interventions et d'initiatives de coopération précédentes (Achats au service du progrès et programme de mise en place de réserves communautaires de céréales, par exemple) afin de mettre en évidence les résultats obtenus, de façon à renouveler les partenariats existants de longue date et à en nouer de nouveaux avec des partenaires non habituels, en particulier parmi les acteurs renforçant leur présence au Libéria.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE LIBÉRIA (2019-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2030, les populations en situation d'insécurité alimentaire, y compris les enfants d'âge scolaire vivant dans les zones ciblées, ont accès à une alimentation suffisante et nutritive, notamment à des produits alimentaires locaux

Catégorie d'effet direct correspondante: Tient compte de la nutrition
 Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

L'approvisionnement en vivres et en espèces se fait correctement tout au long de l'année

D'autres articles non alimentaires et services complémentaires sont fournis par d'autres partenaires (Gouvernement du Libéria, autres organismes des Nations Unies et ONG)

Aucune épidémie perturbatrice de maladies transmissibles telles que la maladie à virus Ebola, la diarrhée, etc. n'éclate dans les zones d'intervention du programme.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage des ménages ayant un indice des stratégies de survie en baisse)

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études (nouveau)

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

1. Fournir un ensemble d'activités axées sur l'alimentation scolaire intégrées, inclusives et propres à faire évoluer les relations entre les sexes aux écoliers en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel, y compris des rations à emporter aux adolescentes, en utilisant et en stimulant la production locale (alimentation scolaire utilisant la production locale) (Repas scolaires)

Les adolescents, filles et garçons, qui viennent en classe et leurs communautés bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, dont le but est de favoriser le maintien à l'école et d'améliorer les pratiques liées à la nutrition et les compétences essentielles de la vie courante pour contribuer à rompre le cycle intergénérationnel de la malnutrition (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutée)

Les adolescents, filles et garçons, qui viennent en classe et leurs communautés bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, dont le but est de favoriser le maintien à l'école et d'améliorer les pratiques liées à la nutrition et les compétences essentielles de la vie courante pour contribuer à rompre le cycle intergénérationnel de la malnutrition (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les enfants qui viennent en classe reçoivent des repas scolaires nutritifs adéquats en temps voulu, y compris des rations à emporter composées de produits locaux dans le cas des adolescentes, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels, favorise la scolarisation, l'assiduité et le maintien à l'école et contribue à la parité de genre (A: Ressources transférées)

Les enfants qui viennent en classe reçoivent des repas scolaires nutritifs adéquats en temps voulu, y compris des rations à emporter composées de produits locaux dans le cas des adolescentes, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels, favorise la scolarisation, l'assiduité et le maintien à l'école et contribue à la parité de genre (N*: Alimentation scolaire assurée)

Les écoliers et leurs communautés bénéficient d'activités de communication et de cours de formation sur l'agriculture à petite échelle, dont le but est de les sensibiliser à la chaîne de valeur agricole et de mieux les informer sur le sujet (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutée)

Les petits exploitants – aussi bien les femmes que les hommes – et leurs communautés bénéficient du renforcement des capacités et de la remise en état d'actifs productifs, l'objectif étant d'améliorer durablement leur productivité, leur résilience et leur accès aux marchés locaux, notamment par l'intermédiaire de l'alimentation scolaire utilisant la production locale (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants – aussi bien les femmes que les hommes – et leurs communautés bénéficient du renforcement des capacités et de la remise en état d'actifs productifs, l'objectif étant d'améliorer durablement leur productivité, leur résilience et leur accès aux marchés locaux, notamment par l'intermédiaire de l'alimentation scolaire utilisant la production locale (D: Actifs créés)

Effet direct stratégique 2: Les populations touchées par une crise vivant dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les crises

Catégorie d'effet direct correspondante: Tient compte de la nutrition
 Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les conditions de sécurité demeurent stables; et les groupes ciblés et les zones d'intervention sont accessibles

Des services et articles complémentaires (soins de santé, approvisionnement en eau, services d'assainissement, d'hygiène ou encore de protection et articles non alimentaires, entre autres) sont mis à disposition par le Gouvernement du Libéria, d'autres organismes des Nations Unies et des ONG

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage des ménages ayant un indice des stratégies de survie en baisse)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

Fournir un ensemble d'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence intégré aux ménages vulnérables touchés par une catastrophe ou d'autres bouleversements (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les bénéficiaires touchés par une crise bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, adaptées et tenant compte de la problématique femmes-hommes, afin d'améliorer les pratiques liées à la nutrition (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutée)

Les bénéficiaires touchés par une crise reçoivent en temps voulu une assistance alimentaire et nutritionnelle adéquate afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires touchés par une crise reçoivent en temps voulu des aliments nutritifs spécialisés en quantité suffisante afin de prévenir et de traiter la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les populations touchées par une crise bénéficient des capacités renforcées du Gouvernement en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité et de coordination de l'assistance humanitaire, ce qui leur permet de recevoir une assistance alimentaire et nutritionnelle en temps voulu (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités accrues pour concevoir et gérer des systèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, de protection sociale, de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et de gestion des risques de catastrophe

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Des ressources sont disponibles pour appuyer la mise en œuvre des activités destinées à renforcer les capacités

La rotation du personnel des institutions nationales et infranationales n'est pas trop fréquente pour compromettre les effets escomptés des activités de renforcement des capacités.

Des activités complémentaires sont menées par le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, des ONG et des institutions du secteur privé

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Proportion de secteurs ciblés et d'entités gouvernementales appliquant les recommandations issues des examens stratégiques nationaux Faim zéro

Activités et produits

Aider le Gouvernement et ses partenaires à accroître leurs capacités afin de renforcer les mécanismes nationaux de coordination et les systèmes nationaux de gestion et de suivi de l'information utilisés pour la gestion de la sécurité alimentaire et de la nutrition et la gestion des risques de catastrophe (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations touchées par une catastrophe naturelle bénéficient de l'amélioration des mécanismes de gestion des catastrophes et d'intervention, ce qui leur permet de recevoir une assistance en temps voulu, adéquate, équitable, cohérente et prévisible de la part du Gouvernement ainsi que du PAM et de ses partenaires (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations ciblées bénéficient du renforcement des capacités nationales et infranationales utilisées pour gérer l'initiative Renforcer la nutrition (SUN) (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations ciblées bénéficient du renforcement des mécanismes nationaux de coordination et des systèmes nationaux de gestion de l'information utilisés pour suivre les progrès accomplis vers l'élimination de la faim (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité (nouveau)

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité (nouveau)

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM (nouveau)

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)				
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2		Résultat stratégique 2, ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	
Transferts	25 722 270	4 099 418	1 818 307	31 639 995
Mise en œuvre	8 218 033	1 102 727	745 862	10 066 623
Coûts d'appui directs ajustés	33 940 303	5 202 145	2 564 169	41 706 617
Total partiel	4 379 759	686 380	334 395	5 400 534
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	2 490 804	382 754	188 407	3 061 965
Total	40 810 865	6 271 280	3 086 971	50 169 116

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PAPD	programme favorable aux pauvres pour la prospérité et le développement
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
SABER	approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation
SAFE	accès sans risque au combustible et à l'énergie
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance